



SDSN CANADA YOUTH
(RÉSEAU DE SOLUTIONS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE)
Consultation nationale sur l'engagement envers
les objectifs de développement durable



SDSN Canada Youth
(réseau de solutions de développement durable)
Consultation nationale sur l'engagement envers
les objectifs de développement durable

Table des matières

3 Remerciements

Le personnel de Policy Jam
Hôtes de Policy Jam
Financement
Partenaires financiers

4 Description du projet

5 Appel à l'action

6 Perspectives et recommandations

- 6 Relations intergénérationnelles
et justice
- 8 Transition énergétique
et action climatique
- 9 Améliorer les systèmes
- 10 Développer une nouvelle compréhension
de la prospérité

REMERCIEMENTS

Le personnel de Policy Jam

Anne Bernard

coordonnatrice du campus SDSN, Université Laval

Mischa Celentano

analyste des politiques, unité SDG, gouvernement du Canada

Pierre-Antoine Descôteaux

rapporteur de Policy Jam, Université Laval

Dee Gorn

rapporteur de Policy Jam, Université Simon Fraser

Landon Reeves

coordonnateur du campus SDSN, Université Simon Fraser

Dominique Souris

cofondatrice et directrice générale, Youth Climate Lab

Debby Veillette

rapporteur de Policy Jam, Université Laval

Hôtes de Policy Jam

Impact Alliance

Université de Waterloo

Bureau de la durabilité

Université de Waterloo

Institut Hydro-Québec en environnement développement et société

Université Laval

Bureau de la durabilité

Université Simon Fraser

Financement

Canada

Ce projet est financé en partie par le Gouvernement du Canada par le biais du programme Objectifs de développement durable.

Partenaires financiers



SDSN Canada

SDSN Canada fait partie d'un mouvement mondial visant à créer un réseau d'universités, de collègues et d'institutions du savoir travaillant ensemble pour créer des solutions pratiques permettant d'atteindre les objectifs de développement durable.



TakingITGlobal

TakingITGlobal permet aux jeunes de comprendre et d'agir sur les plus grands défis mondiaux.



Waterloo Global Science Initiative

L'initiative scientifique mondiale de Waterloo (WGSII) catalyse l'action collective depuis 2009. Elle crée les conditions d'une action collective mondiale. Nous relevons les défis les plus pressants au monde en réunissant des esprits brillants et en offrant le temps et l'espace nécessaires à l'instauration de liens inattendus.



Youth Climate Lab

Youth Climate Lab vise à accélérer l'action climatique menée par les jeunes. Nous sommes une organisation mondiale à but non lucratif composée de jeunes et qui œuvre à la conception, au pilotage et à la mise en œuvre d'initiatives visant à développer les compétences et à créer des opportunités pour les jeunes dans le domaine de la politique climatique et de l'entrepreneuriat.

DESCRIPTION DU PROJET

Le SDSN Canada Youth (réseau de solutions de développement durable) – Consultation nationale sur l’engagement envers les objectifs de développement durable (ODD) est un processus canadien d’engagement et de consultation sur les campus universitaires et collégiaux conçu pour :

- Sensibiliser les gens aux ODD et à leur pertinence dans un large éventail de contextes canadiens.
- Consulter les jeunes sur leurs perceptions des ODD et sur la façon dont ils devraient être mis en œuvre au Canada.
- Faire participer les jeunes au rôle que les campus peuvent jouer dans la localisation de la mise en œuvre des ODD.

Le processus de consultation s’est déroulé au printemps 2019 sous deux formes, chacune conçue pour que les participants déterminent les expériences uniques des jeunes partout au Canada et partagent des stratégies réfléchies pour relever ces défis :

- Rassemblement ODD (une plate-forme de sondage) réalisé par le partenaire financier TakingITGlobal.
- Trois ateliers sur les politiques (discussions de groupe animées en personne) organisés par les établissements membres de SDSN Canada, soit l’Université Simon Fraser, l’Université Laval et l’Université de Waterloo, et animés par le Youth Climate Lab, partenaire financier.



Ce projet profite aux membres de SDSN Canada en leur donnant un aperçu sur la façon de mettre sur pied un programme de sensibilisation et d’engagement des étudiants à l’égard des ODD qui soit efficace et axé sur les résultats. Il aide également à créer un concept sur la façon dont l’engagement futur peut être déployé parmi les membres du réseau et établit des voies de communication critiques pour les initiatives basées sur les campagnes. Troisièmement, il donne le coup d’envoi d’une approche solide aux initiatives dirigées par les jeunes parmi les membres de SDSN Canada, en reconnaissant la capacité des jeunes à diriger et en fournissant une voie d’entrée directe dans le processus de consultation nationale de l’unité ODD.

Le projet contribue à la Stratégie nationale du Programme 2030 du Canada en réunissant des jeunes Canadiens d’un océan à l’autre pour informer l’Unité des ODD d’Emploi et Développement social Canada sur la façon de permettre et d’accélérer la mise en œuvre des ODD par le gouvernement à l’échelle nationale.

En 2015, les 193 États membres des Nations Unies (ONU) ont adopté les Objectifs de développement durable (ODD) comme faisant partie du Programme de développement durable à l’horizon 2030. Les ODD sont un ensemble d’objectifs, de cibles et d’indicateurs destinés à encadrer les efforts mondiaux visant à éliminer la pauvreté, à protéger la planète et à assurer la prospérité de tous et de chacun d’ici 2030.¹

¹ Waterloo Global Science Initiative. (2018). Rapport Génération ODD. Extrait de: <http://wgsi.org/publications>

APPEL À L'ACTION

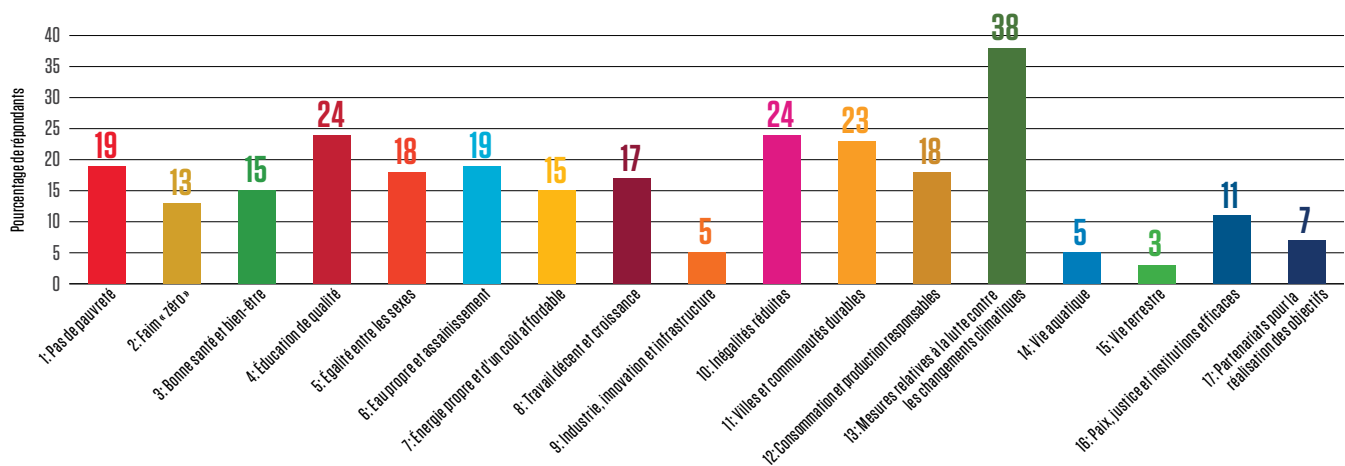
Les résultats de la Consultation nationale sur l'engagement des jeunes à l'égard des SDSN Canada sont clairs : les jeunes de partout au pays sont sûrs que l'atteinte des SDSN Canada mènera à un avenir meilleur pour leur génération. Pour y parvenir, ils considèrent l'action climatique comme une priorité essentielle, qu'il faut appuyer en créant une transition juste et équitable en assurant qu'aucun Canadien ne sera laissé pour compte. Le temps presse et la nécessité de s'engager vers cette transition ne peut plus attendre.

Le processus de consultation a engendré sept idées pour l'avenir. Ces idées reflètent la diversité des mesures axées sur les ODD nécessaires sur les campus, dans les collectivités et à l'échelle nationale pour que le Canada puisse faire des progrès significatifs vers l'atteinte des objectifs.

1. Éliminer les échappatoires en matière d'évitement fiscal.
2. Supprimer les subventions aux secteurs producteurs de carbone afin que le coût réel des activités à forte intensité de carbone puisse être correctement mesuré et reflété sur le marché.
3. S'engager dans la réforme électorale du processus électoral fédéral.
4. Créer un cadre pour la budgétisation participative au niveau fédéral et une consultation à long terme conçue pour inclure les personnes vulnérables.
5. Investir massivement dans les obligations vertes pour transformer l'infrastructure du Canada.
6. Créer un Fonds de garantie public² qui prend un pourcentage des revenus générés par la tarification du carbone pour servir de filet de sécurité afin de couvrir les pertes des entreprises qui investissent dans la transition énergétique ou dans des infrastructures durables (couverture unique seulement).
7. Collaborer avec les administrations des universités et des collèges pour faire des campus des centres d'excellence en matière de durabilité (c.-à-d. modélisation de l'utilisation des énergies renouvelables sur les campus, désinvestissement envers les combustibles fossiles, cours obligatoires sur les changements climatiques, réduction des déchets).

Les commentaires formulés dans le cadre de la Consultation nationale sur l'engagement des jeunes à l'égard des objectifs de développement durable de SDSN Canada fournissent un cadre pour continuer à faire participer les jeunes de tout le Canada aux défis du développement durable et à offrir du soutien pour trouver des solutions novatrices. Les universités et les collèges du Canada ont un grand rôle à jouer pour faire avancer le mandat des ODD, et les étudiants constituent un point d'ancrage important pour les discussions sur les ODD sur les campus. Partout dans le monde, les jeunes demandent plus d'accès au pouvoir direct et plus d'occasions de prendre des mesures significatives parce qu'ils ne peuvent plus se permettre d'attendre plus longtemps. Leur avenir est en jeu.

Figure 1 : Réponses à la question « Quels sont les cinq ODD les plus importants pour vous? ».



² UNDP. (2019). Solutions de financement pour le développement mondial : garanties publiques. Extrait de (en anglais seulement) : <https://www.sdfinance.undp.org/content/sdfinance/en/home/solutions/public-guarantees.html>

PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS



Quatre thèmes principaux ont été définis qui mettent en évidence les principaux points de discussion de l'assemblée publique virtuelle et les bouchons politiques. Ensemble, ces quatre thèmes illustrent les dimensions économique, sociale et environnementale requises pour que les ODD soient un moteur de changement efficace au Canada. Les thèmes sont :

Les relations intergénérationnelles et la justice : le mélange unique d'urgence, de ressentiment et d'espoir avec lequel de nombreux jeunes d'aujourd'hui sont aux prises lorsqu'ils envisagent leur avenir et celui des générations à venir.

Transition énergétique et action climatique : un besoin immédiat de prendre des mesures pour éliminer les émissions de gaz à effet de serre et atténuer les changements qui en résultent pour le climat de notre planète.

Améliorer les systèmes : le désengagement des jeunes envers les processus politiques, et leur anxiété et leur méfiance croissantes à l'égard des systèmes politiques.

Développer une nouvelle compréhension de la prospérité : la définition sociétale de la prospérité et les indicateurs utilisés pour la mesurer ne correspondent pas à l'évolution des attentes sociales et culturelles en matière de bien-être et d'équité générationnelle que les jeunes réclament.

Chaque thème est défini en fonction du problème à résoudre, suivi d'une vision du changement d'ici 2030. Les mesures et les possibilités sont également énumérées à titre de recommandations stratégiques précises.

Relations intergénérationnelles et justice

Les Nations Unies définissent le développement durable comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Des relations intergénérationnelles équitables et solides sont au cœur des messages transmis par les jeunes qui ont participé à ce processus de consultation. Les perspectives à court terme renforcées par des cycles électoraux de quatre ou cinq ans ainsi que la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et des infrastructures connexes, ainsi que les relations entre le gouvernement et l'industrie ont été les thèmes qui sont ressortis tant dans les débats d'orientation que dans l'assemblée publique virtuelle.

Pour aller de l'avant de façon durable, nous devons tous penser constamment à ce que nous devons les uns envers les autres et envers les générations futures. Nous devons formuler nos attentes quant à ce que signifie vivre une bonne vie dans le contexte des limites de la planète et d'une compréhension holistique de la prospérité.

Dans un discours prononcé devant le Parlement britannique le 23 avril 2019, la jeune militante du climat Greta Thunberg a déclaré :

« J'ai eu la chance de naître à une époque et à un endroit où tout le monde nous disait de voir grand; je pouvais devenir ce que je voulais. Je pouvais vivre où je voulais. Les gens comme moi avaient tout ce dont nous avions besoin et plus encore. Des choses dont nos grands-parents ne pouvaient même pas rêver. Nous avons tout ce que nous pouvions souhaiter et pourtant, maintenant nous n'avons peut-être plus rien.

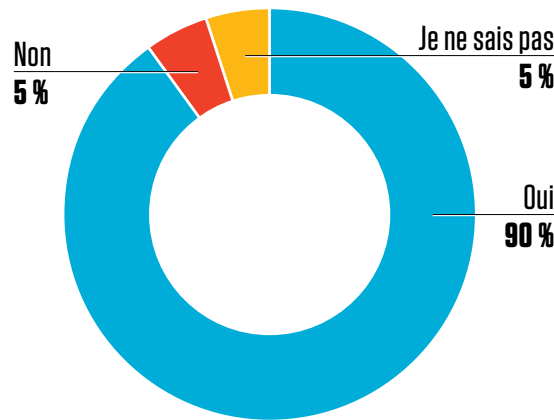
Maintenant, nous n'avons probablement même plus d'avenir.

Parce que cet avenir a été vendu pour qu'un petit nombre de personnes puissent gagner des sommes inimaginables. Elle nous a été volée chaque fois que vous disiez qu'il n'y avait pas de limite, et qu'on ne vit qu'une seule fois. Vous nous avez donné de faux espoirs. Vous nous avez dit que l'avenir était quelque chose d'enviable. »³

Ce sentiment reflète le mélange unique d'urgence, de ressentiment et d'espoir avec lequel de nombreux jeunes d'aujourd'hui sont aux prises lorsqu'ils envisagent leur avenir et celui des générations à venir.

3 Thunberg, Greta. (2019). Discours au parlement britannique. Extrait de (en anglais seulement) : <https://www.theguardian.com/environment/2019/apr/23/greta-thunberg-full-speech-to-mps-you-did-not-act-in-time>

Figure 2 : Réponses de l'enquête à la question « Je suis confiant que la réalisation des objectifs pour le développement durable conduira à un avenir meilleur pour ma génération ».



Vision vers l'horizon 2030

- À partir d'aujourd'hui, toutes les générations agissent avec un sentiment d'urgence pour mettre fin aux dommages irréversibles que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies prévoit pour notre planète.
- Nous devons préparer la prochaine génération à être plus ouverte au changement et plus sensible aux défis du développement durable par l'éducation, du primaire à l'université. Il s'agit notamment de préparer les éducateurs à enseigner la préparation au changement et la résilience.
- Les jeunes sont plus engagés à participer à l'amélioration de notre société lorsqu'ils ont voix au chapitre à la table de décision et ont un accès direct au pouvoir.
- Toute prise de décision adopte une vision holistique et à long terme de la durabilité et de la prospérité, en accord avec le concept autochtone selon lequel « chaque génération a la responsabilité 'd'assurer la survie de la septième génération' ». ⁴

Actions et occasions

- Utiliser une stratégie éprouvée d'engagement des jeunes, comme celle décrite par les chercheuses Elaine Ho, Amelia Clarke et Ilona Doherty dans leur document de 2015 *Youth-led social change: Topics, engagement types, organizational types, strategies, and impacts*⁵ qui intègre la socialisation des problèmes, l'influence, le partenariat intergénérationnel et l'accès direct au pouvoir.
- Appuyer l'engagement civique non partisan et les groupes de soutien aux électeurs comme le groupe L'apathie c'est plate⁶, Future Majority⁷ et Ryerson's Democratic Engagement Exchange⁸, qui s'efforcent de faire participer les jeunes et d'autres nouveaux électeurs aux questions électorales et au processus démocratique du Canada.
- Appuyer les possibilités d'apprentissage par l'expérience, y compris les programmes d'enseignement coopératif, d'apprentissage et d'emplois d'été, qui donnent aux jeunes des responsabilités, la capacité de prendre des décisions et du mentorat intergénérationnel.
- Appuyer les initiatives de formation à la gouvernance des conseils d'administration, comme le programme Girls 20's Girls on Board⁹, qui aident les jeunes en leur offrant du perfectionnement professionnel et une représentation inclusive au sein des conseils d'administration.
- Appuyer la recherche et les programmes liés à l'éducation en vue du développement durable par l'entremise de programmes de subventions des trois Conseils.

4 Clarkson, L., Morrissette, V., & Regallet, G. (1992). Notre responsabilité à l'égard de la septième génération : Les peuples autochtones et le développement durable. Extrait de (en anglais seulement) : https://www.iisd.org/pdf/seventh_gen.pdf

5 Ho, E., Clarke, A., & Doherty, I. (2015). Youth-led social change: Topics, engagement types, organizational types, strategies, and impacts. *Futures*, 67:52-62. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0016328715000075>

6 L'apathie c'est plate. (2019). Page d'accueil. Extrait de : <https://www.apathyisboring.com/>

7 Future Majority. (2019). Page d'accueil. Extrait de (en anglais seulement) : <https://futuremajority.ca/>

8 Ryerson Faculty of Arts. (2019). DEMocratic Engagement Exchange. Extrait de (en anglais seulement) : <https://www.ryerson.ca/arts/research-and-innovation/democratic-engagement-exchange/>

9 Girls 20. (2019). Au sujet de Girls on Board. Extrait de (en anglais seulement) : <https://girls20.org/programs/girls-on-boards/>

Transition énergétique et action climatique

Le monde est confronté à un certain nombre de défis environnementaux critiques qui menacent l'avenir de l'humanité : la prévalence et la gravité croissantes des catastrophes naturelles, la perte rapide de la biodiversité mondiale, la pollution généralisée de l'industrie et de l'agriculture industrielle, la fonte des glaciers et le réchauffement planétaire. Au cœur de ces questions se trouve l'urgence de prendre des mesures pour éliminer les émissions de gaz à effet de serre et les changements climatiques qui en résultent pour notre planète. Le temps presse.

L'inaction sur ces questions est plus confortable, mais la nécessité d'embrasser une transition vers de nouvelles formes de production d'énergie et une société neutre en carbone est bien réelle et ne peut attendre plus longtemps. Nous vivons une période de transition, et ceux qui reconnaissent cet état de fait pourront mieux gérer les risques et exploiter de nouvelles possibilités.

La nécessité d'une transition énergétique pour lutter contre le changement climatique survient également à un moment où la nature du travail change en raison des nouvelles technologies et de l'automatisation. Avec les grands changements en cours, il est essentiel de comprendre que ces transitions doivent se produire là où sont les gens afin de les inspirer avec une vision plus large et de s'assurer que la justice et l'équité deviennent des avantages pour tous.

Vision vers l'horizon 2030

- La transition d'une économie de combustibles fossiles à une économie d'énergie propre dans laquelle les sources d'énergie renouvelables dominent le marché canadien.
- Des mesures décisives prises à tous les paliers de gouvernement pour lutter contre les changements climatiques et investir dans les énergies renouvelables afin d'amener le Canada à un « point de basculement » où les sources d'énergie renouvelable sont aussi facilement accessibles et utilisées que les sources non renouvelables.
- Une transition énergétique « juste », avec un soutien aux travailleurs de l'énergie et aux provinces productrices d'énergie les plus touchées par la transition.
- Des sources stables de financement pour le développement durable des infrastructures, y compris l'interconnexion des réseaux locaux de transport.
- Sensibilisation et transparence accrues à l'égard des objectifs et des progrès nationaux en matière de climat, ce qui accroît la résilience et le leadership au sein des collectivités et des entreprises.

Actions et occasions

- Créer des signaux réglementaires clairs concernant la divulgation du carbone et les risques financiers connexes afin d'aider à aligner notre système financier sur l'économie que nous voulons, et non sur celle du siècle dernier.
- Supprimer les subventions aux secteurs producteurs de carbone afin que le coût réel des activités à forte intensité de carbone puisse être correctement mesuré et reflété sur le marché.
- Créer un Fonds de garantie public¹⁰ qui prend un pourcentage des revenus générés par la tarification du carbone pour servir de filet de sécurité afin de couvrir les pertes des entreprises qui investissent dans la transition énergétique ou dans des infrastructures durables (couverture unique seulement).
- Soutenir l'innovation en matière d'infrastructure en lançant une vaste campagne de sensibilisation du public sur la façon dont nos besoins en matière de logement, de transport et d'énergie sont liés et une vision pour un avenir durable avec des avantages sociaux et environnementaux clairs.
- Utiliser la croissance et l'expertise du Canada en matière de technologies propres pour alimenter les collectivités nordiques et éloignées au moyen de microréseaux d'énergie renouvelable afin d'appuyer la transition des collectivités alimentées au diesel.
- Collaborer avec les administrations des universités et des collèges pour faire des campus des centres d'excellence en matière de durabilité (c.-à-d. modélisation de l'utilisation des énergies renouvelables sur les campus, désinvestissement envers les combustibles fossiles, cours obligatoires sur les changements climatiques, réduction des déchets).
- Encourager la création d'espaces municipaux plus intégrés avec des corridors de transport en commun bien établis et des normes de construction plus durables pour soutenir la densification et la durabilité des activités quotidiennes des résidents (comme le magasinage, la restauration, le travail).
- Aider les agriculteurs à faire évoluer leurs moyens d'existence vers des solutions d'origine végétale pour lutter contre le changement climatique (par ex. viandes d'origine végétale et viandes cultivées en laboratoire en dehors de l'agriculture animale).

¹⁰ UNDP. (2019). Solutions de financement pour le développement mondial : garanties publiques. Extrait de (en anglais seulement) : <https://www.sdfinance.undp.org/content/sdfinance/en/home/solutions/public-guarantees.html>

Améliorer les systèmes

Pour que les ODD soient un programme de changement, les systèmes de gouvernance et de mise en œuvre au Canada doivent être améliorés. Dans l'ensemble, on a le sentiment d'un manque de transparence dans la gouvernance et que les organisations qui travaillent sur les questions de durabilité sont souvent isolées les unes des autres. La compréhension des questions de durabilité et de la politique en général au sein de la population est également faible.

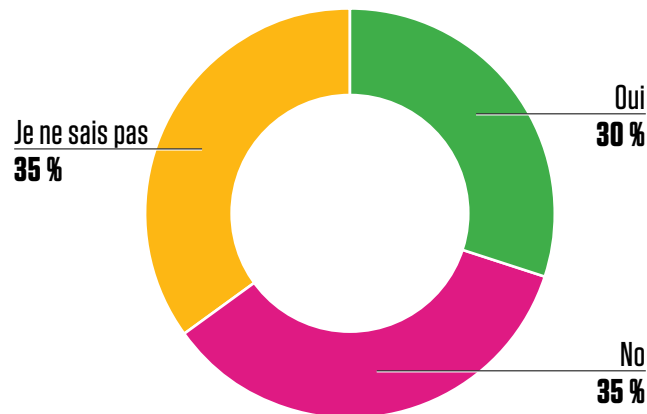
Les gens se sentent impuissants à créer le changement lorsque chaque voie semble être une option à résultat nul — où chacun est toujours perdant. Trop souvent, les décisions politiques sont prises au détriment des générations futures, dans l'intérêt du marché du travail d'aujourd'hui et du potentiel correspondant de revenu imposable. Cette approche n'est pas rentable pour le bien-être des citoyens, et de plus en plus de gens disent se désengager du processus politique et de leur collectivité, et se montrent de plus en plus anxieux et méfiants. Tout comme les conservateurs financiers dénoncent les déficits et cherchent à limiter la dette intergénérationnelle, les jeunes au Canada cherchent une occasion de rééquilibrer l'économie pour limiter le déficit planétaire.

Vision vers l'horizon 2030

L'érosion de notre tissu social exige un remède précis : un engagement profond à l'égard d'une approche du développement durable axée sur l'ensemble de la société, des possibilités d'engagement continu et significatif à tous les niveaux du processus politique et un changement fondamental vers l'ouverture et la transparence au sein du gouvernement et des collectivités. Cette vision nécessite :

- Une « bureaucratie humanisée » qui décentralise les processus gouvernementaux, accélère l'action et limite la création d'obstacles à la collaboration.
- Investir davantage dans les jeunes pour les préparer à s'ouvrir au changement et à relever les défis du développement durable.
- Une approche globale de l'éducation à la durabilité pour créer une vision à long terme de l'élaboration des politiques.
- Réduction de la redondance et coopération accrue entre les divers groupes travaillant sur les questions de durabilité.
- Une culture d'élaboration des politiques qui est transparente, centrée sur l'être humain et qui comprend un processus budgétaire participatif.

Figure 3 : Réponses de l'enquête à la question « Je suis confiant que j'ai la possibilité d'influencer les processus gouvernementaux ».



Actions et occasions

Les institutions gouvernementales doivent s'orienter culturellement vers des processus plus ouverts, participatifs et inclusifs qui tiennent compte de la justice et de l'équité intergénérationnelles. L'accroissement de la transparence et de la responsabilisation est un sous-produit de ce changement, deux facteurs essentiels à la création d'un climat de confiance et d'équité. Pour y parvenir :

- S'engager dans la réforme électorale du processus électoral fédéral.
- Créer un bureau indépendant d'accessibilité à la communication au sein de chaque ministère. Ce bureau sera chargé de veiller à ce qu'il n'y ait pas de préjugés, de malentendus ou de manque de communication entre les différents ministères et aidera à faciliter la collaboration et les partenariats internes.
- Créer un cadre pour la budgétisation participative au niveau fédéral et une consultation à long terme conçue pour inclure les personnes vulnérables.
- Appuyer/établir des réseaux regroupant des organismes ayant des mandats et des programmes similaires afin de partager des renseignements utiles sur les subventions, de mieux faire connaître les initiatives existantes et de partager les ressources pour une cause commune.
- Travailler avec un partenaire pancanadien pour mettre en œuvre l'éducation au développement durable à l'échelle provinciale avec un engagement clair envers l'éducation au développement durable.
- Soutenir les enseignants et l'éducation de la maternelle à la fin du secondaire, dans une optique de développement durable, et mettre l'accent sur la façon de donner aux jeunes les moyens de participer au processus de décisions.

Développer une nouvelle compréhension de la prospérité

Notre définition sociétale de la prospérité et les indicateurs que nous utilisons pour la mesurer ne correspondent pas à l'évolution des attentes sociales et culturelles concernant le bien-être et l'équité générationnelle. La prospérité a été confondue avec une croissance constante et les mécanismes pour l'atteindre s'accompagnent d'une réflexion, d'une planification et d'investissements à court terme qui font que les bénéfices ne profitent qu'à un faible pourcentage de la population. En outre, la prospérité dont jouissent les pays développés se fait souvent aux dépens des personnes pauvres et vulnérables, ce qui est une réplique évidente des modèles économiques coloniaux que nous reconnaissons comme profondément inéquitables.

Dans les pays développés, les signaux économiques d'une augmentation de l'inégalité se manifestent surtout au niveau local, comme en témoignent la crise croissante du logement abordable, l'insécurité alimentaire croissante, le sous-investissement dans les infrastructures de transport et la diminution de la résilience économique. Ces problèmes sont aggravés par les perturbations climatiques et technologiques qui créent une ère socio-économique d'incertitude et d'anxiété croissante. Le manque de vision et de leadership politique correspondant ajoute à cette anxiété. La méfiance s'accroît à mesure que les gouvernements se plient à la volonté des lobbyistes d'entreprise qui prétendent que la prospérité économique du pays dépend de leurs activités non durables.

Vision vers l'horizon 2030

Les pays développés ont l'occasion de modéliser la prospérité fondée sur l'équité en faisant la transition entre les systèmes et les processus qui ont créé l'ampleur de l'inégalité dont nous sommes témoins aujourd'hui.

- Les incitations financières devront s'aligner dans la bonne direction, poussant les institutions vers le long terme et un nouveau système économique qui fonctionne dans les limites de la planète.
- Le passage à la planification et à l'investissement à long terme contribuera à mettre en évidence l'interdépendance des questions locales avec les questions mondiales.
- Un investissement majeur dans les infrastructures durables sera essentiel pour assurer une plus grande égalité économique pour tous et la résilience physique et adaptative nécessaire face à l'incertitude.



Actions et occasions

- Harmoniser les signaux du marché avec la vision d'un avenir durable pour le Canada. Actuellement, les signaux du marché vont dans la mauvaise direction, renforçant notre dépendance à l'égard d'actifs potentiellement néfastes et subventionnant les ressources à forte intensité de carbone que nous essayons de remplacer.
- Éliminer les échappatoires en matière d'évitement fiscal.
- Créer une comptabilité des actifs naturels (c.-à-d. le capital naturel) afin que le coût réel des éléments essentiels à l'écosystème puisse être correctement mesuré et reflété sur le marché.
- Modifier le projet de loi C-69¹¹ et examiner la LCEE 2012¹² pour s'assurer que la loi tient pleinement compte des effets cumulatifs des projets de développement sur les zones naturelles.
- Adopter une norme pour les rapports du secteur privé qui s'aligne sur les dix principes du Pacte mondial de l'ONU, les critères EGS (Environnement et gouvernance sociale) existants et les ODD.
- Inciter le secteur privé à s'engager à atteindre les objectifs communautaires en mettant l'accent sur l'efficacité et les stratégies de réduction des déchets qui sont à la base d'une économie circulaire.
- Mettre l'accent sur l'innovation dans les infrastructures, notamment en redéfinissant tout ce que nous savons sur le logement, l'utilisation du sol et les infrastructures de transport.
- Investir massivement dans les obligations vertes pour transformer l'infrastructure du Canada.

11 PROJET DE LOI C-69 : Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois (2018). Extrait de : <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/42-1/projet-loi/C-69/troisieme-lecture>

12 Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, 2012 (L.C. 2012, ch. 19, art. 52) Extrait de : <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-15.21/>